



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

**ARRÊTE PRÉFECTORAL N°2023-0102 du 21 décembre 2023  
RELATIF À LA GESTION AU TITRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE L'AMÉNAGEMENT  
HYDROÉLECTRIQUE DE LA MOTTE, SUR L'UGINE, PAR LA COMMUNE DE PASSY**

Le Préfet,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

**VU** le code de l'énergie, notamment ses articles L.511-1 et L.521-16 ;

**VU** le code de l'environnement et notamment son article L. 211-1 ;

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux pouvoirs du préfet de département et notamment l'article 34,

**VU** le décret du 28 mars 1975 relatif à l'exploitation de la chute de La Motte sur l'Ugine, dans la commune de Passy en Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° 2023-0100 du 21 décembre 2023 pris pour application de l'article L.521-16 du Code de l'énergie, relatif à la cessation de l'exploitation de la concession hydroélectrique de la Motte, octroyée à M.Pasteris ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment le chapitre II du titre 1er,

**CONSIDÉRANT** que l'échéance normale de la concession hydroélectrique de La Motte est fixée au 31 décembre 2018 ;

**CONSIDÉRANT** que la concession hydroélectrique de La Motte a été prorogée aux conditions antérieures à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que, à la demande du concessionnaire, il est mis fin à la prorogation de la concession hydroélectrique de La Motte au 31 décembre 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que la commune de Passy a exprimé son souhait d'exercer son droit de priorité afin d'acquérir l'aménagement hydroélectrique de La Motte et qu'elle a débuté le processus d'achat ;

**CONSIDÉRANT** que la commune de Passy a engagé la rédaction d'un dossier de demande d'autorisation environnementale afin d'obtenir l'autorisation d'exploiter l'aménagement hydroélectrique de La Motte ;

**CONSIDÉRANT** qu'entre la fin du contrat de concession et l'obtention d'une autorisation

environnementale une interruption de l'entretien, de l'exploitation et de la surveillance de cet aménagement pourrait nuire gravement à la sûreté et à la sécurité des tiers et à la salubrité des eaux,

**SUR** proposition du Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Pour garantir la sûreté des ouvrages et la sécurité des tiers, la commune de Passy est mandatée pour gérer, à titre temporaire et à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'aménagement hydroélectrique de La Motte d'une puissance maximale brute de 4,356 MW sur l'Ugine.

### **Article 2 :**

La commune de Passy exploite l'aménagement hydroélectrique de la Motte selon les modalités identiques à celles définies par l'arrêté du 3 juillet 2015 autorisant le relèvement du débit réservé des prises d'eau de l'aménagement hydroélectrique de La Motte et les articles suivants du contrat de concession approuvé par le décret du 28 mars 1975 : Articles 1, 5, 7 (2 derniers alinéas), 10, 14, 17, 18, 20.

En contrepartie de la garde des ouvrages et de la réalisation des obligations prévues dans le présent arrêté, l'État autorise à la ville de Passy toute capacité à produire et vendre, à son bénéfice, l'électricité produite par l'aménagement hydroélectrique de La Motte.

La responsabilité du mandataire se limite aux conditions normales d'exploitation, au sens des instructions listées au présent article, sous réserve d'avoir respecté les dispositions réglementaires applicables aux ouvrages concédés du livre V du code de l'énergie et du livre II du code de l'environnement visant à assurer la sécurité et la sûreté des barrages et des conduites forcées et notamment :

- la surveillance et l'entretien courant de l'aménagement, notamment des ouvrages, en lien avec la sécurité publique, qui font l'objet de fiches de maintenance,
- la transmission sans délai au préfet de toute anomalie relevée à l'occasion des visites et opérations d'entretien courant.

Hors les cas prévus à l'article 3 de survenance d'événements imprévisibles nécessitant des mesures exceptionnelles de sécurité, le mandataire ne peut entreprendre que les actions ou travaux qui sont strictement nécessaires à l'exploitation des ouvrages et à la réalisation des obligations prévues au présent article. Les travaux à entreprendre le cas échéant doivent obtenir l'accord préalable de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

### **Article 3 :**

En cas de situation d'exploitation exceptionnelle en lien avec la sécurité publique (séisme, crue exceptionnelle), la commune de Passy réalise les visites et inspections prévues nécessaires et en informe sans délai le Préfet.

En cas de situation d'urgence en lien avec la sécurité publique, la commune de Passy met en œuvre les mesures de sauvegarde nécessaires, en lien avec la préfecture et les services en charge des concessions et de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

**Article 4 :**

Pendant la durée du présent mandat, la commune de Passy souscrit à une police d'assurance garantissant notamment sa responsabilité civile, le vol, les explosions et incendies, bris de machines, dommages aux ouvrages de génie civil.

**Article 5 :**

L'occupation du foncier de l'État nécessaire à l'application de l'article 2 est définie avant le 31 janvier 2024 dans une convention entre l'État et la commune de Passy,

**Article 6 :**

Au titre de l'article 1400 du CGI, toute propriété bâtie ou non bâtie est imposée au nom de l'État. Les impôts et taxes relatifs aux immeubles propriétés de l'État, objets du présent arrêté, dont il confie à la commune de Passy la gestion au titre du présent arrêté, sont supportés par la commune de Passy.

**Article 7 :**

Le présent arrêté n'est pas constitutif de droits réels au sens des articles L. 2122-6 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

**Article 8 :**

Le présent mandat prend fin à la date de la délivrance de l'autorisation prise sur le fondement des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement et au plus tard le 31 décembre 2025.

L'État pourra mettre fin au présent mandat, sans indemnité, par pli recommandé, en cas de non respect par le mandataire d'une des clauses du mandat.


**Article 9 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Savoie ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge de l'énergie dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs. En cas de silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois, le recours est considéré comme refusé.

Le présent arrêté peut également être déféré devant le tribunal administratif territorialement compétent, en application des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs ou de la réception d'un refus de l'administration suite au dépôt d'un recours gracieux ou hiérarchique ou de l'écoulement d'un délai de deux mois laissé sans réponse suite au dépôt d'un recours gracieux ou hiérarchique.

**Article 10 :**

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Passy et dont une copie sera adressée, pour information, au directeur départemental des finances publiques de Haute-Savoie.

Le Préfet,  
  
Yves LE BRETON